

EXHIBIT A

Cahier des Charges,
relatif à l'exploitation du privilège
concédé par Antonin au 2 avril 1863.

Article 1^{er}

La Société s'engage à entretenir, dans la
principauté, au lieu dit : Les épéniques, qui
à l'avenir portera le nom de Monte Carlo,
l'établissement y existant sous le nom de Cercle
des Etrangers.

Article 2.

La Société aura maintenant sur le territoire
de Monaco l'établissement de Bains de Mer
existants, sans néanmoins qu'elle puisse
mettre obstacle aux bains de toute nature, tous
de mer exceptés, qui pourraient être établis tant
à l'intérieur qu'à l'extérieur de la ville.

Article 3.

La Société aura maintenant l'usage à perpétuité
de la partie du terrain qui lui a été gratuitement
concédée par le gouvernement à Son Altesse
Déclarissime au lieu du fort Antoine.

Article 4.

La concession du Privilège de concession
 par Sa Majesté Serénissime le Prince de Monaco
 de l'exploitation et l'entretien des établissements érigés
 en vertu des articles 1, 2 et 3 ci-dessus, ainsi que de tout
 matériel et mobilier insubstantiel qui y sera
 employé, sera renouvelée le 1^{er} janvier
 de chaque année.

Article 5.

La Société devra être établie dans la ville de Monaco
 avant le 1^{er} Septembre 1868, avec fontaine d'eau
 jaillissante qui alimentera 3 bornes fontaines
 d'une manière suffisante aux besoins de la popu-
 lation.

Cette fontaine, ainsi que les bornes fontaines
 dont le plan et l'emplacement devront être approuvés
 par l'autorité, deviendront immédiatement propriété
 de l'Etat, avec leurs réservoirs, tuyaux et autres
 accessoires. La Société pourra également accéder
 les travaux nécessaires pour fournir, moyennant
 rétribution, de l'eau aux particuliers.

Article 6.

La Société devra alimenter à ses frais les bacs de
 gaz posés dans le Palais et la ville de Monaco,
 ainsi que les autres bacs placés dans la ville.

La Société pourra fournir du gaz aux particuliers
 aux conditions du cahier des charges annexé au

Arrêté Municipal n° 2003-26 du 19 mars 2003 prononçant l'admission à la retraite anticipée d'un fonctionnaire (p. 668).

AVIS ET COMMUNIQUÉS

MINISTÈRE D'ÉTAT

Secrétariat Général.

Modification de l'heure légale - Année 2003 (p. 668).

Direction de la Fonction Publique et des Ressources Humaines.

Avis de recrutement n° 2003-32 d'une Gouvernante chargée de la Résidence Archevêpiscopale (p. 668).

Avis de recrutement n° 2003-37 d'un Cuisinier au Mess de la Force Publique (p. 669).

Avis de recrutement n° 2003-38 d'un Ouvrier électromécanicien au Service de l'Aménagement Urbain (p. 669).

Avis de recrutement n° 2003-39 d'un Jardinier aide-ouvrier professionnel au Service de l'Aménagement Urbain (p. 669).

Avis de recrutement n° 2003-40 d'un Conseiller Technique au Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (p. 669).

DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

Office des Emissions de Timbres-Poste.

Mises en vente de timbres commémoratifs (p. 670).

MAIRIE

Convocation du Conseil Communal - Session extraordinaire - Séance publique du mardi 7^{er} avril 2003 (p. 670).

Avis de vacance n° 2003-034 d'un poste de Chef de service au Service de Gestion des Personnels (p. 670).

Avis de vacance n° 2003-038 de trois postes de Surveillants de Jardins saisonniers à la Police Municipale (p. 671).

Avis de vacance n° 2003-039 de trois postes de Surveillants de Jardins saisonniers à la Police Municipale (p. 671).

Avis de vacance n° 2003-040 d'un poste de Surveillant de Jardins saisonnier à la Police Municipale (p. 671).

INFORMATIONS (p. 671).

INSERTIONS LÉGALES ET ANNONCES (p. 672 à p. 682).

DÉCISION SOUVERAINE

Erratum à la Décision Souveraine du 27 mai 2002 publiée au "Journal de Monaco" du 14 juin 2002 relative à la nomination des membres de la Commission Consultative de la Collection Philatélique de S.A.S. le Prince Souverain.

Lire page 971 :

Le second paragraphe est modifié comme suit :

Sont nommés Membres de ladite Commission les personnes suivantes :

Le reste sans changement.

ORDONNANCES SOUVERAINES

Ordonnance Souveraine n° 15.732 du 13 mars 2003 renouvelant le privilège des jeux concédé à la Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers à Monaco et approuvant le cahier des charges et les conventions annexes afférents.

RAINIER III
PAR LA GRÂCE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 21 novembre 2002 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'Etat ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

ARTICLE PREMIER.

Le privilège des jeux, octroyé à la Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers pour la première fois le 2 avril 1863, est renouvelé pour vingt années, à compter du 1^{er} avril 2007.

ART. 2.

Sont approuvés le cahier des charges et les conventions annexes intervenus le 21 mars 2003 entre Notre Administration des Domaines, M. Jean-Luc BRAMONTI, Président de la Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers, et M. Bernard LAMBERT,

Vendredi 28 mars 2003

JOURNAL DE MONACO

663

Directeur Général de la Société des Bains de Mer et
du Cercle des Etrangers.

ART. 3.

Notre Secrétaire d'Etat, Notre Directeur des
Services Judiciaires et Notre Ministre d'Etat sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution
de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le treize mars
deux mille trois.

RAINIER.

Par le Prince,
Le Secrétaire d'Etat :
R. NOVELLA.

*Ordonnance Souveraine n° 15.737 du 18 mars 2003
portant naturalisation monégasque.*

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la requête qui Nous a été présentée par le Sieur
Alain, Louis, Germain BAUBRIT, tendant à son admis-
sion parmi Nos sujets ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 1.155 du 18 décembre 1992, modifiée
par la loi n° 1.199 du 26 décembre 1997, et notamment
les articles 5 et 13 ;

Vu l'article 25 § 2 de l'ordonnance organique du
9 mars 1918 ;

Vu Notre ordonnance n° 403 du 15 mai 1951, modi-
fiée ;

Sur le rapport de Notre Directeur des Services
Judiciaires ;

Notre Conseil de la Couronne entendu lors de sa
séance du 11 juin 2002 ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

Le Sieur Alain, Louis, Germain BAUBRIT, né le
31 octobre 1955 à Nantes (Loire-Atlantique), est natu-
ralisé monégasque.

Il sera tenu et réputé comme tel et jouira de tous les
droits et prérogatives attachés à cette qualité, dans les
conditions prévues par l'article 13 de la loi
n° 1.155 du 18 décembre 1992, modifiée.

Notre Secrétaire d'Etat, Notre Directeur des
Services Judiciaires et Notre Ministre d'Etat sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution
de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le dix-huit mars
deux mille trois.

RAINIER.

Par le Prince,
Le Secrétaire d'Etat :
R. NOVELLA.

*Ordonnance Souveraine n° 15.738 du 18 mars 2003
portant naturalisations monégasques.*

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu les requêtes qui Nous ont été présentées par le
Sieur Guy, Pierre, François BOSCAGLI et la Dame
Lucile, Angèle, Joséphine GRAC, son épouse, tendant
à leur admission parmi Nos sujets ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 1.155 du 18 décembre 1992, modifiée
par la loi n° 1.199 du 26 décembre 1997, et notamment
les articles 5, 6 et 13 ;

Vu l'article 25 § 2 de l'ordonnance organique du
9 mars 1918 ;

Vu Notre ordonnance n° 403 du 15 mai 1951, modi-
fiée ;

Sur le rapport de Notre Directeur des Services
Judiciaires ;

Notre Conseil de la Couronne entendu lors de sa
séance du 16 avril 2002 ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

Le Sieur Guy, Pierre, François BOSCAGLI, né le
24 octobre 1955 à Monaco et la Dame Lucile, Angèle,

Schedule C

SOVEREIGN ORDER

Sovereign Order no. 15.732 of March 13, 2003, renewing the gaming monopoly granted to the Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers à Monaco and approving the terms and conditions and related agreements appended thereto.

RAINIER III
By the Grace of God
Sovereign Prince of Monaco

In view of the deliberation of the Government Council of November 21, 2002 which was communicated to us by Our Minister of State;

Have Ordered and Order:

ARTICLE 1

The gaming monopoly, granted to the Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers for the first time on April 2, 1863, is hereby renewed for twenty years, as of April 1, 2007.

ART. 2

Are hereby approved the terms and conditions and the related agreements concluded on March 21, 2003 between Our Public Lands Administration, Mr. Jean-Luc BIAMONTI, President of the Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers, and Mr. Bernard LAMBERT, CEO of the Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers.

ART. 3

Our Secretary of State, Our Director of Legal Services and Our Minister of State are, each of them insofar as he is concerned, in charge of the enforcement of the present order.

Given in Our Palace in Monaco, on March 13, 2003.

RAINIER.

By the Prince,
The Secretary of State:
R. NOVELLA

DE GAULLE FLEURANCE & ASSOCIES
SOCIETE D'AVOCATS
11, RUE MORTALIS
75008 PARIS
TEL : 01 55 64 00 00
FAX : 01 55 64 00 01